

Unité départementale de la Côte-d'Or
DREAL
21 bd Voltaire
21079 Dijon

Dijon, le 27/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCI GLP LONGVIC (Azurite France Propco) (ex KUEHNE+NAGEL)

36 rue Marbeuf
75008 Paris

Références : 2025 / 087
Code AIOT : 0005401964

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2026 dans l'établissement SCI GLP LONGVIC (Azurite France Propco) (ex KUEHNE+NAGEL) implanté 11, Rue de Romelet - 7, Rue de la Renouille ZI Longvic 21600 Longvic. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Lors de l'inspection du 28 novembre 2024, le non respect de dispositions prévues au point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 a été constaté. L'arrêté de mise en demeure portant sur le respect de ce point a été signé le 11 mars 2025.

Un point sur l'état des stocks a également été fait lors de cette inspection.

Un point sur les différents porters à connaissance déposés par l'exploitant a été fait lors de cette inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCI GLP LONGVIC (Azurite France Propco) (ex KUEHNE+NAGEL)
- 11, Rue de Romelet - 7, Rue de la Renouille ZI Longvic 21600 Longvic
- Code AIOT : 0005401964
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est un ensemble d'entrepôts dont les cellules sont louées de manière indépendante.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Eaux d'extinction incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 11.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Documents administratifs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2	Demande d'action corrective	3 mois
4	Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité - 1510	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.	Demande d'action corrective	3 mois
5	Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et E - 1510)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1	Demande d'action corrective	3 mois
6	Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr - 1510)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 au I.2	Demande d'action corrective	3 mois
7	Projet de l'extension de l'entrepôt	Code de l'environnement du 03/02/2026, article R181-46 II	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Modifications du site (cellules A et B)	Code de l'environnement du 03/02/2026, article R181-46 II	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	APMD - Moyens de lutte contre incendie	AP de Mise en Demeure du 11/03/2025, article 1	Levée de mise en demeure
9	Modifications du site (cellules C et D)	Code de l'environnement du 03/02/2026, article R181-46 II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mené à terme les travaux de mise en conformité relatifs aux besoins en eau d'extinction : mise en place de 3 réserves d'eau et poteaux d'aspiration (terminée en septembre 2025). **Les travaux effectués mènent à la levée de l'APMD du 11 mars 2025.**

L'exploitant doit améliorer le format de son état de stock, aussi bien celui établi pour l'information des services du Préfet que celui pour l'information de la population.

Au vu des différents porters à connaissance déposés par l'exploitant et de l'évolution de la réglementation relative aux entrepôts de stockage, l'exploitant procédera à une mise à jour de la situation administrative de son site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : APMD - Moyens de lutte contre incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/03/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Réserves d'eau
Prescription contrôlée : La société GLP exploitant un ensemble d'entrepôts sise 11 rue Romelet à Longvic est mise en demeure de respecter : <ul style="list-style-type: none">• dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues au point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé.
Constats : Lors de la visite du 28 novembre 2024, l'inspection a constaté que l'exploitant ne disposait pas des moyens en eau d'extinction incendie et a conduit à l'arrêté de mise en demeure sus-mentionné. L'exploitant a transmis le 17 octobre 2025 les résultats du calcul des besoins en eau d'extinction incendie selon le document D9. Le site est constitué de 4 ensemble de bâtiments et chaque bâtiment est composé de plusieurs cellules de stockage. L'exploitant a calculé les besoins en eau d'extinction incendie pour chaque

ensemble de bâtiments.

Bâtiment "ABCD" :

Le besoin en eau d'extinction incendie est de 480 m³/h d'eau soit sur 2 h, 840m³. L'exploitant propose de fournir cette quantité d'eau via :

- 1 poteau incendie (rue Romelet) avec un débit de 228 m³/h (soit 456 m³ sur 2 h),
- la réserve n° 1 de 420 m³.

soit un total de plus de 840 m³.

L'inspection a constaté la présence de la réserve n°1 d'eau ainsi que de 4 prises d'aspiration.

Bâtiment "EF" :

Le besoin en eau d'extinction incendie est de 240 m³/h d'eau soit sur 2 h, 480 m³. L'exploitant propose de fournir cette quantité d'eau via :

- 2 poteaux incendie (1 rue de la Renouille + 1 interne au site) avec un débit simultané de 121 m³/h (soit 242 m³ sur 2 h). Le débit individuel du poteau interne a été mesuré en 2025 par la société AXIMA et il est égal à 93 m³/h.
- la réserve n° 2 de 120 m³ au Nord et la réserve n°1 de 420 m³.

soit un total de plus de 480 m³.

L'inspection a constaté la présence des réserve n° 1 et n°2 d'eau ainsi que de prises d'aspiration (4 pour la réserve n°1 et 1 pour la réserve n°2).

Bâtiment "GHJ" :

Le besoin en eau d'extinction incendie est de 240 m³/h d'eau soit sur 2 h, 480 m³. L'exploitant propose de fournir cette quantité d'eau via :

- 2 poteaux incendie (1 rue de la Renouille + 1 interne au site) avec un débit simultané de 121 m³/h (soit 242 m³ sur 2 h),
- la réserve n°3 de 420 m³.

soit un total de plus de 480 m³.

L'inspection a constaté la présence de la réserve n°3 d'eau ainsi que de 4 prises d'aspiration.

Bâtiment "LM" :

Le besoin en eau d'extinction incendie est de 360 m³ d'eau sur 2 h. L'exploitant propose de fournir cette quantité d'eau via :

- 1 poteau incendie (rue de la Renouille) avec un débit de 175 m³/h (soit 350 m³ sur 2 h),
- 1 poteau incendie (10 m³/h) situé rue des Vieilles Vignes soit à 150 m de la cellule M.

soit un total de 360 m³ disponibles

Selon l'exploitant, l'ensemble des points d'eau se trouvera en dehors de tout flux thermique et sera situé à moins de 100 m des cellules à défendre (sauf cellule M).

Le PV de réception « Installation de réserves incendie sur le site GLP Longvic » a été signé le 17 septembre 2025.

L'exploitant a déféré à la mise en demeure

Observations :

- L'exploitant dispose de mesures de débit d'eau des trois poteaux extérieurs au site datant de 2023. Il réalisera une nouvelle mesure de débit des poteaux et mettra en place une organisation permettant de contrôler ce débit périodiquement, de s'assurer de leur bon fonctionnement.
- L'exploitant justifiera que l'emplacement des points d'eau se trouve en dehors des flux thermiques du site.
- Lors de la visite terrain, il a été constaté que le poteau de la Renouille a un capot de protection ouvert et abîmé. L'exploitant s'assurera qu'il est en état de fonctionnement.
- L'exploitant indiquera le volume de la réserve n°2 sur la bâche à eau.
- Le poteau interne destiné à la défense du "Bâtiment EF" est bien doté d'une aire de stationnement des véhicules de pompiers (marquage au sol). L'inspection a constaté la présence de 4 véhicules différents sur cet emplacement au cours de la visite. Il est rappelé à l'exploitant que l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie doit être disponible à tout moment.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

D'une façon générale, l'exploitant s'assurera, tout au long de l'exploitation de son site, que les besoins en eau d'extinction sont correctement dimensionnés au vu de l'exploitation de l'entrepôt et qu'ils sont en bon état de fonctionnement.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 11.
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux d'extinction incendie
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. [...] Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé en calculant pour chaque cellule la somme : <ul style="list-style-type: none">• du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie déterminé selon les dispositions du point 13 ci-dessous, d'une part ;• du volume de liquide libéré par cet incendie, d'autre part ;• du volume d'eau lié aux intempéries, à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. Le volume nécessaire au confinement peut également être déterminé conformément au document technique D9a (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition août 2004). [...]
Constats : <u>Non-conformité:</u> L'exploitant n'est pas en mesure de donner et justifier la disponibilité du volume nécessaire à la rétention des eaux d'extinction incendie sur son site. L'exploitant n'a pas étudié l'impact de l'augmentation des besoins en eaux d'extinction incendie sur le volume de rétention nécessaire à la rétention des eaux d'extinction.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant définira le volume de rétention nécessaire au confinement des eaux d'extinction de son site et indiquera comment celui-ci est mis en place sur son site. Il s'assurera que le confinement des eaux d'extinction incendie permet en tout temps l'intervention des pompiers.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Documents administratifs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point1.2
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative de l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants :

- une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;
 - ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;
- [...]

- les différents documents prévus par le présent arrêté.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.[...]

Constats :

L'exploitant dispose d'un arrêté préfectoral du 13 juin 2001. Les rubriques 1510 et 1530 y figurent. Par ailleurs, une demande d'ajout de la rubrique 2663 a été formulée dans le dossier PAC de 2016. L'exploitant affirme dans son PAC de 2022 qu'il est déclaré pour la rubrique 1532.

Suite à la visite du site, il s'avère que les bâtiments du site sont éloignés les uns des autres de moins de 40 mètres. Ainsi, l'entrepôt représente une seule installation pourvue d'une toiture et dédiée au stockage (IPD). Donc le classement sous les rubriques distinctes 1510, 1530, 1532, 2663 est par conséquent à revoir.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalisera une mise à jour de la situation administrative de son site suite à la publication de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, en prenant en compte le Guide d'application de la rubrique 1510 et de l'arrêté susvisé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité -1510

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.

Thème(s) : Risques accidentels, Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.

Prescription contrôlée :

I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation (rubrique 1510) :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

[...]

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à

tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. **Il est accompagné d'un plan général** des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté un état de stock réalisé via le logiciel DocStock et disponible via un QR code.

La mise en place de ce logiciel a été réalisée très récemment et l'exploitant a présenté à l'Inspection le premier état de stock réalisé pour l'ensemble de ses locataires.

Selon l'exploitant, l'état de stock sera réalisé de façon hebdomadaire.

En cas de sinistre, l'état de stock est disponible chez chaque locataire et également accessible informatiquement à distance. Par sondage, la présence de l'état de stock a été vérifiée chez trois locataires sur sept.

L'exploitant dispose d'un plan de stockage visualisant le stockage en masse ou en rack pour l'ensemble des cellules.

Selon l'exploitant, aucun stockage de produits dangereux n'est réalisé dans les entrepôts du site.

Non-conformité:

L'inventaire physique n'est pas réalisé pour l'ensemble de stockage. Un seul locataire a justifié d'un inventaire de 2025 ou pour les années précédentes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant effectuera au moins une fois par an un inventaire physique afin de :

- fiabiliser l'état des stocks;
- détecter les anomalies (vols, pertes, erreurs de saisie, casse);
- ajuster les données informatiques à la réalité du terrain;
- respecter les obligations réglementaires.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et E - 1510)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1

Thème(s) : Risques accidentels, Connaître les quantités de matières dangereuses

Prescription contrôlée :

Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

Constats :

L'état des stocks du site comporte les points suivants :

- Plan du site ;
- Stocks des cellules par rubriques ;
- Total des stocks par rubrique ;
- Liste des produits avec risques particuliers (il s'agit ici de la présence de fluide frigorigène dans l'installation de climatisation : 550 kg) ;
- Glossaire ICPE ;
- Plan de locataires.

L'exploitant stocke essentiellement des produits relevant de la rubrique 1510. Il y a également 400 m³ de produits relevant de la rubrique 1532 (Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues).

Non-conformité:

Pour certaines cellules, l'état des stocks des produits relevant de la rubrique 1510 est exprimé en m³, pour d'autres en tonnes. Le jour de l'inspection, était présent sur site 7114 tonnes et 460 m³ de produits relevant des rubriques 1510 et 1532.

L'état des stocks ne donne pas immédiatement la quantité totale de produits sur site.

L'état des stocks n'indique pas les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une

typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie.

L'état des stocks est bien discriminé par cellule.

Observation :

L'inspection n'a pas été en mesure de vérifier la conformité de l'état des stocks aux stockages réellement présents. L'état des stocks est simplifié et donne le volume total ou la masse totale de produits qui s'y trouvent sans la possibilité d'accéder à un produit spécifique (on ne peut pas vérifier si l'état des stocks est complet et si les produits se trouvant dans l'entrepôt sont bien répertoriés sur l'état des stocks).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr - 1510)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 au I.2

Thème(s) : Risques accidentels, Inventaire synthétique

Prescription contrôlée :

Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :

[...]

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

Constats :

L'état de stock destiné aux besoins d'information de la population est très proche de l'état des stocks du point de contrôle n°5, il comporte les points suivants :

- Stocks des cellules par rubriques ;
- Total des stocks par rubrique ;
- Liste des produits avec risques particuliers (il s'agit ici de la présence de fluide frigorigène dans l'installation de climatisation : 550 kg).

Cet état de stock précise la nature des produits se trouvant dans les cellules, par exemple des cercueils, des produits agroalimentaires, du papier.

Non-conformité :

L'état des stocks destiné à répondre aux besoins d'information de la population n'est pas présentés sous un format synthétique et vulgarisé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Projet de l'extension de l'entrepôt

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/02/2026, article R181-46 II
Thème(s) : Risques accidentels, Modification du site (extension de l'entrepôt)
Prescription contrôlée : [...] Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. [...] Constats : Conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement, la Société AZURITE France PROPCO a porté à la connaissance du préfet une modification de son installation le 16 mai 2022. Les modifications présentées dans le dossier concernaient uniquement le bâtiment « EF », actuellement constitué de deux cellules de stockage (surface : 2232 m ² et 2285 m ²). Le projet prévoyait la réalisation d'une cellule supplémentaire, dans le prolongement des 2 cellules existantes du bâtiment «E », ainsi qu'un local de charge d'environ 240 m ² . Selon l'exploitant, cette extension n'a pas été réalisée. Uniquement un local de charge d'environ 240 m² a été aménagé. Une demande de compléments a été transmise à l'exploitant le 30 septembre 2022 qui n'a fait l'objet d'aucune réponse de l'exploitant. Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant se positionnera sur les suites qu'il souhaite donner à son projet. S'il souhaite toujours le réaliser comme présenté dans son dossier de 2022, il apportera les éléments demandés dans le courrier préfectoral du 30 septembre 2022 et actualisera son classement ICPE en lien avec le point de contrôle n°3. Type de suites proposées : Avec suites Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Modifications du site (cellules A et B)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/02/2026, article R181-46 II
Thème(s) : Risques accidentels, Palettes plastiques sous la rubrique 2663-2
Prescription contrôlée : [...] Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. [...]

<p>Constats :</p> <p>Conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement, la Société GELF Longvic France a porté à la connaissance du préfet une modification de son installation en février 2017. Les modifications présentées dans le dossier concernaient uniquement les cellules « AB ». L'exploitant a demandé de stocker :</p> <ul style="list-style-type: none"> des palettes bois : 12 900 m³ des palettes plastiques : 5 000 m³ <p>Le stockage de palettes en bois augmentait le volume pour la rubrique 1532 et pour les palettes en plastique, l'exploitant a demandé un classement sous la rubrique 2663.</p> <p>Au vu de la configuration du site, des stockages présents et de l'évolution des modalités de classement ICPE pour les entrepôts, le classement ICPE du site est à actualiser.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant indiquera si cette modification a été réalisée. Si celle-ci a été réalisée, il mettra à jour le classement ICPE en lien avec les points de contrôle 3 et 7.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 9 : Modifications du site (cellules C et D)

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/02/2026, article R181-46 II</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Stockage de papier de carton dans les cellules C et D</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement, la Société GELF Longvic France a porté à la connaissance du préfet une modification de son installation le 14 janvier 2016.</p> <p>Le projet consistait en l'affectation des cellules C et D initialement autorisé pour le stockage de matériaux combustibles au titre de la rubrique 1510 pour le stockage d'archives papier relevant de la rubrique 1530.</p>

Au vu de la configuration du site et des stockages présents, le classement ICPE du site est à actualiser.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant indiquera si cette modification a été réalisée. Si celle-ci a été réalisée, il mettra à jour le classement ICPE en lien avec les points de contrôle 3, 7 et 8.</p>
Type de suites proposées : Sans suite